

Arrêté du 18 mars 2002 portant report de crédits

NOR : ECOB0210035A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 2001 ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 2002, notamment son état H,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est annulé sur 2001 un crédit de 394 652 009 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. – Est ouvert sur 2002 un crédit de 60 164 311 € applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 mars 2002.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice du budget :
Le sous-directeur,
D. BANQUY

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRES	CRÉDIT annulé sur 2001 (en francs)
SERVICES DU PREMIER MINISTRE		
I. – SERVICES GÉNÉRAUX		
TITRE III		
Actions de formation, de perfectionnement, d'insertion et de modernisation dans la fonction publique.....	34-94	63 011 971
Moyens de fonctionnement des services.....	34-98	105 183 164
Etudes et communication sur la gestion publique.....	37-04	10 848 617
Actions en faveur des droits de l'homme et du développement de la citoyenneté.....	37-06	66 282 454
Dépenses diverses liées aux réimplantations d'administrations.....	37-07	62 117 737
Fonds pour la réforme de l'Etat.....	37-08	37 744 691
Actions d'information.....	37-10	48 836
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.....	37-11	583 244
Conseil supérieur de l'audiovisuel. – Dépenses de fonctionnement.....	37-12	38 419 001
Commission consultative du secret de la défense nationale.....	37-13	706 702
Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.....	37-14	7 976 542
Commission nationale de déontologie de la sécurité.....	37-16	1 729 050
Total pour le tableau A.....		394 652 009

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT ouvert sur 2002 (en euros)
SERVICES DU PREMIER MINISTRE		
I. – SERVICES GÉNÉRAUX		
TITRE III		
Actions de formation, de perfectionnement, d'insertion et de modernisation dans la fonction publique.....	34-94	9 606 113
Moyens de fonctionnement des services.....	34-98	16 035 070
Etudes et communication sur la gestion publique.....	37-04	1 653 861
Actions en faveur des droits de l'homme et du développement de la citoyenneté.....	37-06	10 104 695
Dépenses diverses liées aux réimplantations d'administrations.....	37-07	9 469 788
Fonds pour la réforme de l'Etat.....	37-08	5 754 141
Actions d'information.....	37-10	7 445
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.....	37-11	88 915
Conseil supérieur de l'audiovisuel. – Dépenses de fonctionnement.....	37-12	5 856 939
Commission consultative du secret de la défense nationale.....	37-13	107 736
Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.....	37-14	1 216 016
Commission nationale de déontologie de la sécurité.....	37-16	263 592
Total pour le tableau B.....		60 164 311